

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Une société de troisième type: un autre regard

de Gerard Pince

Président de la Fondation pour l'Europe

Le poids de l'économie est tel, que tout projet de société cherche, d'abord, à se définir par rapport aux deux types d'économie qui se partagent le monde. Dans ces conditions, la recherche d'une troisième voie conduit irrésistiblement vers le juste milieu, vers une sorte de compromis plus où moins bâtard entre les sociétés d'économie libérale et collectiviste. La «nouvelle société», le «nouveau contrat social», «l'économie libérale avancée», la «social démocratie», sont ainsi les derniers avatars d'une pensée qui ne parvient pas à s'arracher à la domination exercée par les modèles économiques et sociaux hérités du siècle passé.

Pourtant tout homme porte en lui la

vision d'une terre promise et je doute que cette vision se réduise aux rapports sociaux, à l'entreprise ou à l'exégèse du produit national brut. En revanche, le murmure d'une source, le bonheur paisible des chalets, le rire clair des enfants, la douceur des villages ou toute autre image, même furtive, suffit à faire sourdre en nous, avec une force invincible, la soif ardente d'un monde nouveau. Ce monde existe, à portée de notre volonté. Mais nous passerons au large, et il n'en restera qu'une illumination fugitive, tant que nous ne saurons pas nous servir de notre troisième oeil, celui qui décape, celui qui déchire, celui qui pose un autre regard sur le monde qui nous environne.

Une société de troisième type est

d'abord une société de spiritualité où le pouvoir se réfère constamment à un idéal éthique et à une échelle de valeurs qui place le bien avant le beau et le beau avant l'utile. Dans une telle société, au-dessus de la sphère économique qui représente l'utile, il existe des sphères d'activités consacrées au bien et au beau. Les personnes et les groupes qui participent à ces activités éthiques ou esthétiques sont récompensées par des dons, des titres ou des droits spécifiques en proportion des services rendus. La société de troisième type apparaît ainsi tridimensionnelle puisqu'elle développe deux nouveaux espaces sociaux, et puisqu'elle garantit leur indépendance en introduisant une économie de don ou de récompense. Ce faisant, elle abolit le monopole arrogant de l'argent et elle rétablit la hiérarchie des valeurs en affermissant la prépondérance des finalités supérieures.

C'est aussi une société personnalisée. Alors que les sociétés bureaucratiques transforment l'individu en matricule pour mieux l'assujétir à leurs règlements, une société de troisième type s'adapte à la diversité de la personne humaine et se tient à l'écoute des groupements naturels tels que la famille, le village ou le pays. En effet, l'entreprise ou le syndicat, dont on nous rabâche les vertus, ne prennent en compte qu'une seule dimension de l'homme et agissent d'une manière réductionniste. Il convient donc de favoriser les groupements naturels qui assument la personne humaine dans sa totalité.

C'est, évidemment, une société décentralisée où l'Etat au lieu de concentrer les pouvoirs administratifs, se décharge sur les collectivités de base des fonctions qu'il exerce imparfaitement. Par exemple, c'est au niveau des familles ou des paroisses que peut le mieux se réaliser la solidarité entre riches et pauvres et entre les générations. Le «welfare state» avec son énorme appareil de sécurité sociale n'a pas obtenu les résultats qu'on en espérait. Jamais on n'a distribué autant d'argent et jamais les pauvretés psychologiques n'ont été aussi aiguës. La situation des vieillards s'est incontestablement détériorée par rapport à ce qu'elle était au 19ème siècle. Une société matérialiste parce qu'elle ne croit qu'en l'argent, s'i-

magine pouvoir tout résoudre par l'argent. Plus l'Etat distribue d'argent, plus il désresponsabilise les groupes de base, plus il aggrave la situation psychologique et morale de ceux qu'il prétend aider. Une politique familiale intelligente préservant la ruralité des situations et encourageant les associations bienfaites serait, à cet égard, plus utile et moins onéreuse pour le budget de l'Etat.

C'est une société d'authenticité, car le retour aux sources et l'enracinement sont les meilleurs moyens de résister à la massification, à l'aliénation, et aux autres formes de conditionnements. La société de 3ème type s'oppose ainsi au cosmopolitisme distillé par les impérialismes de l'Ouest et de l'Est qui s'efforcent de recouvrir le monde d'une sous-culture unitaire, afin de transformer les hommes en consommateurs standardisés ou en perroquets marxistes. La renaissance et la diversité des cultures, des langues et des traditions s'avèrent indispensables à l'indépendance des nations et à la liberté des peuples conformément aux perspectives ouvertes par le nouvel ordre culturel mondial.

C'est, enfin, une société d'unité, car la spiritualité qui irrigue ses différentes composantes, en assure l'unité dans la diversité. Inversement, les sociétés actuelles craignent la diversité parce qu'étant dépourvues de tout contenu éthique, elles ne peuvent maintenir leur cohésion qu'en laminant les différences et en exhaltant l'identique et le monotone.

La spiritualité est le plus puissant facteur d'unification politique comme l'attestent historiquement la chrétienté médiévale et l'islam des premiers temps. Les hommes qui prennent conscience de leur fraternité spirituelle tendent à réaliser leur unité. De même les peuples et les états qui s'allient avec le spirituel font nécessairement alliance entre eux. Allégoriquement, cette alliance ressemble à une arche dont les différents peuples constituent les piliers et dont le spirituel forme la voûte. Ainsi conçue, l'arche d'alliance pourrait redevenir le mythe fondateur des sociétés de 3ème type et des civilisations spiritualistes qui vont éclore autour du bassin méditerranéen dans les prochaines décennies.

THE EUROPEAN POLICY OF THE BRITISH GOVERNMENT

Hon. James Prior M.P.

1. This is my first visit to Rome and I am delighted to be here. It seems entirely appropriate, albeit humbling, that I should be talking about the European Community's regional policy in this ancient city which is the *fons et origo* of the Community Treaty. It is a privilege for me to address such a prestigious body as the Institute of International Affairs and I am grateful to Signor Petrilli and to the European movement for offering us the hospitality of their premises.

2. My main theme is the regional policy of the European Community and what we should all be doing to widen its scope and effectiveness. But before I plunge into that thicket, I should establish my credentials for doing so. I have two grounds.

3. First, I represent a government and a country whole-heartedly committed to the Community. Partly because Britain's accession to the Community coincided with the beginning of a difficult period in international affairs, and partly because of the long-running dispute over the Community's lopsided budget arrangements, we have, I suspect, gained something of a reputation as reluctant Europeans.

4. That reputation is most unjustified.

5. On the contrary. We firmly believe in the European Community and the need for Britain to be part of it; we admit its achievements and we want to work within it to make it a still more effective vehicle for the common political and economic aspirations of all its members. We are, indeed, determined to accelerate the Community's development. The internal market, for example, is still far from complete. Barriers remain in many areas, such as the provision of

services, insurance and transport. We must not lose the founders' vision of a community in which not only goods but services, information and people would move freely.

6. Much more than this, though, we must develop new policies to reap the greatest possible advantage from our community. The present balance of Community spending, and our collective timidity in developing common policies, mean that our intellectual and financial resources are not always directed towards the real needs of Europe's citizens. Where, for example, are the common policies aimed at alleviating the problems of our ten million unemployed in our Community? Where are our common policies for energy or for fisheries?

7. It is high time that the Community moved forward not only in these internal fields, but also in our external cooperation. Britain, for example, sees no reason to delay the entry of Spain and Portugal to the Community. As Ten, we have made great strides in developing joint foreign policies - but Britain is keen to explore the possibilities for integrating the structures through which we conduct them. We might pool facilities in third countries, for example, or share tasks.

8. In short, Britain wants the Community to prosper and we will play a vigorous part in that process.

9. My second credential for talking on regional policy in particular is as Secretary of State for Northern Ireland. My experience is that capacity has made me acutely aware of what the phrase «disadvantaged area» means in human terms. Of course Northern Ireland is not alone in its predicament. Those living in Southern Italy would, I

think, share the feeling that in Europe «the rich get richer and the poor get poorer» in spite of the Treaty of Rome. For too long regional policy has, I believe, tended to be considered under «any other business» by the Community. It is high time that this vital issue was moved up the agenda.

10. A particular worry is that there has been no reduction in the large disparity between the richest and the more accessible parts of the Community and the poorest and most remote regions of the periphery. Manufacturing industry has been declining throughout the Community in these last difficult years. But the highest rates of decline have been in the peripheral regions. In a period of intense international competition and rapid technological change, it is the industry of the peripheral regions which is proving the most vulnerable.

11. It is scarcely surprising that the UK, the Republic of Ireland and Italy have played a leading role in Community regional policy. The need for such a policy was of course recognized by the Founding Fathers of the Community, who bound us, in the Treaty of Rome, to «ensure harmonious development by reducing the differences existing between the various regions and the backwardness of the less favoured regions». That was a far-sighted policy; for the founders saw that just as every nation channels funds from its richer provinces to its less-favoured ones, so a Community worthy of the name must do likewise.

12. In the early days of the Community, those principles were subordinated to (or at any rate received a lower priority than) the creation of an economic entity which could trade more effectively with itself and the outside world. The era of sustained growth which coincided with the first 2 decades of the Community's existence helped to camouflage the problem of European peripheral regions. But by the late 60s and early 70s, things were changing. The oil crisis set a seal on that change, and the implications for the regions began to become clear; the Community needed a vigorous co-ordinated regional policy.

13. It would be tragic if, having achieved so much, the Community were to adopt a complacent attitude now. The Regional Fund, valuable though it is, is still tiny when set against the national expenditure of Member States on the disadvantaged regions. Moreover, as I indicated earlier in my talk, the gap between the richest and poorest regions of the Community is not being reduced, despite all our efforts to close it.

14. It is fashionable in some quarters to say that Britain's interest in the Regional Fund is purely self-interested; that we see the Fund as nothing more than a budgetary instrument to recoup part of our excessive net payments into the Community budget. I will not deny that progress in developing the Regional Fund would make a contribution to restructuring the Community budget which must be a central concern for all of us. The present system, by which Britain and Germany are the paymasters of Europe, is not good for Britain, and it is certainly not good for the Community. In a speech in Copenhagen last month, Francis Pym pointed out that, without refunds, the British net contribution through the Community budget to other countries of the Community would approach the size of our entire programme of aid to developing countries. But whereas that is intended for the most needy, our net Budget contributions go primarily to countries richer than ourselves. This is clearly intolerable.

15. It is a fact that many common EC policies do not contribute to economic convergence. The challenge to the Community, in my view, is to modify common Community policies dealing with individual sectors so that their combined impact of the Community is to reduce the balance of disadvantaged in the peripheral regions.

16. In short, we should try to rely more on ensuring that the Community's policies are compatible with the interest of the peripheral regions and could perhaps then rely less on exceptional measures taken by the many funds to redress the imbalance created by Community policies.

17. Patience, courage and imagination will be required if we are to make progress. Britain and Italy, as two countries particularly afflicted by regional problems, have a special responsibility to weld their common interests and experiences into a common policy which can be translated into Community action. For I believe that just as the Community was able to develop policies which took advantage of the conditions of the 50s and 60s, so now it has the capacity to respond to the challenges presented by the more difficult circumstances of today.

It has the capacity; I hope, I believe, it has the will. History will judge the fathers of the Community as true statesmen; men of vision, who looked beyond the failed structures of their day to a better future.

Speech by the Rt. Hon. James Prior MP,
Secretary of State for Northern Ireland

ROME, 12 OCTOBER 1982

Letter to the Editor of the «New Herald Tribune»

THE BETRAYAL OF EASTERN EUROPE

I cannot but congratulate your M. Michael Dobbs for his three articles, about Eastern Europe, written in the N.H.T. ten days ago.

Mr. Dobbs has the courage to break, for the first time since the end of the second World War, the «conspiracy of silence» surrounding the so-called Yalta agreements, and to speak out some of the truth.

It is absolutely true, for instance, that transcripts of the Yalta Conference show how Staline - discussing Poland's problem - spoke about a «matter of life and death» for the USSR, and the need for its national security of having «friendly» (communist) governments along its frontiers.

But I must stress that no necessity whatsoever - no military ones - forced the two sick leaders: Roosevelt and Churchill, to give away Eastern Europe to Staline at Yalta. This was done long, long before Yalta: first by Churchill in 1941, when he promised Staline the Balkans; then in

February 1943, by a letter of Roosevelt to Staline; two years before Yalta.

Eastern Europe was betrayed almost two years before Yalta. Poland was promised to Staline in November 1943, at the Teheran Conference.

I know well this part of the Historical truth, working for over a year at a book: «The Betrayal of Eastern Europe»; for which I looked up all the top-secret documents in the political and military Archives, in Washington and London. I wonder - with this conspiracy of silence about Yalta - whether I shall find an Editor who dares publish it.

It is alarming, to see how two sick leaders, Roosevelt and Churchill, both greatly handicapped physically and mentally, committed themselves with secret promises and secret agreements to Staline, concerning Europe, Asia and Africa.

It is incredible how everything was given away to Staline - NOT TAKEN BY

HIM. How were all the moral principle - the foundation of the American and English way of life, and of their democratic system - broken. How could the two leaders consider lying to their own people, and how did they go about it. The free elections of Liberated Europe were but a smoke screen used to fool the American people.

But how right Mr. Dobbs is when he says that the national sentiment in Eastern Europe is stronger than ever, notwithstanding a permanent and cyclical unrest and instability. What had been accepted as sacrifices of moral principles, in favour of military stability, has become on the contrary a source of permanent unrest and instability; a powder barrel that can blow up any time.

NO. The peoples of Eastern Europe have never accepted the Russian domination and never will.

With all the forced indoctrination, the Soviet Empire is undergoing a great crisis of faith, aggravated by the economical one.

The so-called security reasons that were the pretext of Yalta (in reality sheer imperialism and colonialism) are no more valid today. In the atom age; the missile age; the space age has made the «glacier» theory and the buffer states, obsolete.

Eastern Europe, in the interest of

peace and stability must be set free from the Russian domination. The diplomats who were able to mislead the American people and the whole world for thirty-sept years, concerning Yalta; and were able to cover up a dreadful conspiracy and betrayal, must find a way out of the «Yalta Agreements»; and the first step must be the «finlandization» of those countries; the second step, their neutralization; and the third one, their integration in the Alma Mater, an integrated Europe.

It is time - as Mr. Dobbs so rightly points out - to realize that the Yalta time is over. All relations between East and West must lead to the liberation of the Russian Eastern Empire. Otherwise, no stable and enduring peace will ever be achieved.

When the inevitable Reagan-Andropov summit meeting takes place, a new statute for Eastern Europe must be on top of the agenda. The Yalta errors must be corrected.

Journalists must pave the way. The series of three articles by Mr. Dobbs are a happy beginning!

N. Baciú

Cannes, Dec. 26, 1982

Former attorney at Law in Bucharest



REFUGIES POLITIQUES ET CITOYENNETE EUROPEENNE

Lorsque fut signé, en 1976, l'Accord de Bruxelles sur l'élection au suffrage universel des membres du Parlement de l'Europe, le Président de l'Assemblée de Strasbourg avait proclamé la «naissance du citoyen européen».

Un nouveau droit de cité fut donc, sinon aussitôt octroyé, du moins prévu, au bénéfice de certains Européens; un droit supposé s'ajouter, le moment venu, aux privilèges que confère à ceux-ci leur propre nationalité. Ce cumul virtuel ne manque pas de faire penser à ces autres Européens, fort nombreux, qui sont dépourvus, eux, de toute ressortissance: les réfugiés politiques.

La situation actuelle de l'Europe orientale étant, pour un temps indéterminé, «provisoirement stabilisée», il semblerait assez logique, en conséquence, que la fraction institutionnalisée du Continent se charge de corriger l'asymétrie; en accordant notamment la citoyenneté européenne aux Européens sans nationalité établis dans les pays membres de la Communauté.

Juridiquement, rien ne paraît s'y opposer. La citoyenneté européenne se substituerait en fait à la protection accordée par chaque pays d'accueil; au besoin, elle se verrait renforcée par celle-ci. Cette protection étatique repose fondamentalement sur un instrument international - la Convention de Genève de 1951 - tout en émanant simultanément, et l'on pourrait dire essentiellement, de l'ONU, à travers l'Organisation Internationale des Réfugiés. Elle ne comprend d'ailleurs aucun des droits de caractère strictement national, liés à la souveraineté, car se limitant à établir une identité personnelle, à légaliser une domiciliation et des situations inhérentes à l'existence physique et sociale de l'être humain, tels les déplacements, le travail, la vie familiale.

Du point de vue politique, l'exil des Européens de l'Est est fondé - est-il besoin de le rappeler? - sur une revendication ayant trait à la dignité de la personne humaine, impliquant l'exercice effectif des droits et des libertés élémentaires. Mais, le choix dont il s'agit - le choix de l'expatriation - est paradoxalement conforme à l'option théorique des gouvernements des pays d'origine des réfugiés, signataires sans exception et de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki. La récente impasse des travaux de Madrid n'a fait que confirmer une fois de plus, la légitimité de la dénonciation des rigueurs excessives déterminées par l'hégémonie soviétique en Europe orientale.

Sur ces bases, une modalité appropriée ne devrait pas être exclue, qui parviendrait peut-être à créer l'«Europe des citoyens», mentionnée naguère expressément par M. Léo Tindemans dans son Rapport sur l'Union européenne.

Certes l'entreprise communautaire a à faire face à des problèmes autrement graves (monétaire, énergétique, agricole, etc.) et l'actuel bilan de son vingt-cinquième anniversaire est passablement nuancé. Néanmoins, en tentant de légaliser *sur le plan européen* l'indéniable appartenance géographique et culturelle à l'Europe, des Européens de l'Est qui vivent en Europe de l'Ouest, on soulignerait - opportunément, croit-on, dans la conjoncture mondiale présente - la correspondance organique entre les deux moitiés du Continent; tout en affirmant une solidarité trop longtemps et foncièrement négligée, de même que cet «esprit européen» élargi, sans lequel la construction de l'Europe demeure incertaine.

L'éventuel octroi de la citoyenneté européenne aux réfugiés politiques entraînerait-il un quelconque allègement des régimes despotiques installés à l'Est? C'est fort peu probable. Mais le «devoir d'humanité» observé ainsi à l'égard des plus éprouvés des Européens ne manquerait pas de s'inscrire - d'autant plus - au bénéfice de l'Europe tout court.

G.A. Pordea
Ancien diplomate roumain et professeur universitaire, Directeur des relations politiques de
l'Organisation pour l'Union européenne (Fondation pour l'Europe)

TEMOIN DE L'EUROPE

de Vittorio Pons

Les grands quotidiens d'Europe, notamment ceux d'Allemagne fédérale, d'Autriche et de Suisse, ont, à l'occasion du 70ème anniversaire d'Otto de Habsbourg mis en évidence les qualités humaines et la valeur historico-politique de l'action européenne du fils aîné du dernier Empereur d'Autriche.

Quand le 23 septembre 1969, Otto de Habsbourg, après de longues années d'exil, donnait pour la première fois une conférence à Vienne, ce fut pour lancer un appel émouvant à l'unité de l'Europe: «L'Europe est votre monde, votre patrie, dans laquelle vous vivez et vous devez vivre!

L'Europe est votre avenir!

Croyez en votre avenir!

Croyez en vous-même!

L'Europe garde encore le potentiel intellectuel le plus riche du monde. Si elle le perd, la faute ne pourra être rejetée que sur nous. De la sagesse de Charles-Quint au suicide par le feu de Jan Palach, un arc puissant se tend à travers l'histoire. C'est à nous de le reprendre.

Je le répète à tous: si vous voulez aller vraiment de l'avant, faites quelque chose. Ne restez pas à regarder sans bouger! N'attendez plus!

C'est seulement dans une Europe unie que les nations européennes - ensemble - pourront choisir réellement dans quelle voie s'engager.

Tout le monde s'interrogera sur la responsabilité de notre génération et se demandera ce que nous avons fait pour utiliser nos talents. En ce qui me concerne, je

ne veux pas m'entendre dire: «Où étais-tu?» «Qu'as-tu fait?» «Pourquoi as-tu gardé le silence?»

Littéralement assiégé par des milliers d'étudiants qui l'ont applaudi, et par une foule enthousiaste d'artisans, d'employés, d'ouvriers, de bourgeois, le descendant du dernier souverain du Saint Empire romain germanique avait su communiquer la flamme intérieure qui l'a animait à un auditoire qui l'accueillait dans sa ville ancestrale.

Otto de Habsbourg reprenait ainsi et dynamisait le message lancé en 1922, aussi à Vienne, par Coudenhove-Kalergi: «La question européenne se résume en cette alternative: unité ou effacement. L'Europe deviendra forcément toujours moins puissante dans la politique mondiale, moins importante dans l'économie mondiale, si elle continue à s'éparpiller à cause de ses divisions internes...

Une Europe morcelée politiquement serait livrée sans protections à une invasion future de la Russie, une Europe compartimentée par des barrières douanières deviendrait incapable de concurrencer le vaste marché de l'économie américaine...»

Après la mort de Coudenhove-Kalergi, Otto de Habsbourg a été élu président de l'Union Paneuropéenne dont il était depuis de longues années le vice-président. A un congrès il a souligné la valeur du défi historique que constitue l'action pour une Europe unie: «Créer une Europe unie, n'est-ce pas un défi historique, une mission qui n'est pas moindre que celle que les grands bâtisseurs

durent entreprendre à leur époque respective? Il s'agit simplement pour nous de montrer ce chemin de façon que l'on puisse nous croire, de présenter une alternative valable. On ne peut tout de même pas s'attendre que nos jeunes s'enthousiasment pour les institutions du temps de nos grands-pères.

«Mais pour faire que cette jeunesse croie, il faut que nous conformions notre action à nos pensées. Une enquête récente auprès de jeunes contestataires vient, en effet, de nous révéler que le reproche le plus souvent entendu est la disparité entre ce que les parents disent et ce qu'ils font eux-mêmes. Si nous voulons être suivis, il faut que nous agissons selon notre croyance, c'est-à-dire que nous usions de tous les moyens à notre disposition afin de faire vraiment l'Europe.

«C'est pour cela qu'au lieu de belles idées abstraites il s'agit pour nous de rentrer de notre orbite sur terre, de ne plus tant parler de Liberté dans l'ère où nous vivons, mais de nous demander ce que pratiquement nous voulons faire pour sa réalisation en Europe. L'idée n'est utile que dans la mesure où elle est le prélude de l'action».

Dans tous les pays de l'Europe occidentale, dans les deux Amériques, en Afrique, en Asie, Otto de Habsbourg, avant d'être élu au Parlement Européen, avait été invité chaque année à 250/300 rencontres, conférences, discours, séminaires. Partout il a témoigné de l'Europe.

Que ce soit devant plus de 1.500 agriculteurs vaudois réunis à Lausanne par l'hebdomadaire «Terre Romande», devant 4.500 paneuropéens accourus à Aix-la-Chapelle à l'occasion du XII^{me} Congrès Paneuropéen, devant 1.200 étudiants dans le grand auditoire de l'Université de Bruxelles, devant 20.000 Bavarois rassemblés à Munich lors d'une manifestation à l'occasion des élections européennes, que ce soit à la mairie de Paris, hôte de Jacques Chirac, à Rome en présence du Grand Maître de l'Ordre de Malte et de plusieurs ministres et parlementaires italiens, à Trieste invité par le Maire Ceccovini et par le MILLE (et nous ne citons que quelques-unes des manifestations auxquelles nous avons participé), Otto de Habsbourg - comme dans toute son action d'écrivain et de journaliste, de politologue et

de parlementaire - nous rappelle que le positivisme, la Realpolitik et les diverses exaltations exagérées de la Science et de la Raison ont fait prospérer de trop nombreuses contre-vérités et ont causé trop de désillusions. Il ne cesse de souligner que l'homme de la rue, en Europe, comprend, même de manière confuse, que l'engagement moral, la tradition culturelle et la force spirituelle sont plus déterminants pour expliquer une réalité historique ou résoudre des problèmes humains, que les sèches «prévisions» des sciences économiques et sociales ou les «études» des experts des diverses bureaucraties internationales.

Seul un renouveau spirituel et moral de l'homme peut susciter un changement de la société. Seul un engagement total de citoyens fidèles à leur vocation peut transformer une Europe morcelée et confuse en un ensemble politique et ordonné.

Otto de Habsbourg est ce qu'il est parce que

- *il a appris à renoncer à organiser sa sécurité et à accepter la vie comme un risque,*
- *il a appris à vivre européen et dans le sens de l'histoire et non au niveau national et dans le cadre d'une monarchie dépassée,*
- *il a appris à reconnaître que si la paix favorise la production, donc l'économie, donc le bien-être, le danger développe les forces créatrices, donc les découvertes, donc l'essor de l'homme et de la société,*
- *il a appris que l'Europe n'a pas particulièrement besoin d'une administration qui soit le fruit de l'élargissement des administrations nationales, mais qu'elle a besoin de se recréer dans la fidélité à sa raison d'être,*
- *il a appris que la liberté et l'indépendance sont l'armature des peuples qui veulent vivre unis. Sans elles, aucun bien matériel ni culturel ne sert à rien, car les peuples qui renoncent sans combat à leur liberté et à leur indépendance perdent leur raison d'être,*
- *et ce qu'il a appris, il le transforme en défi que - fidèle à sa vocation - il nous lance.*

V. P.

Hungarian World Congress

The third World Congress of Hungarians Living in the Free World was held in Toronto from September 16th, to September 19th 1982. The idea of a periodic Hungarian World Congress originated in Toronto, with the first being held here in 1975. The second, of 1978, was organized in The Hague (Netherlands).

Hungarians summit organizations of four continents have been represented at this year's Congress. Many of the prominent personalities of the Free World Hungarians attended it personally.

The ideological content and aims of the Congress were determined by the ideals and demands of the 1956 Freedom Fight. Two of them are still timely and urgent: the independence of Hungary, by putting an end to the occupation of the country by Soviet troops and the legal protection of Hungarian minorities in territories annexed by the successor states.

The motto of the 1982 World Congress was: «Together with the Hungarian people».

During the first day of the Congress, at the Hungarian Cultural Centre of Toronto, the Canadian-Hungarian Federation arranged a *Press Conference* where the most significant representatives of the World Hungarian movement were present. Among others, mention should be made on the presence of Mr. Béla de Padany-Gulyas, General Secretary of the Hungarian World Congress (Switzerland); Dr. Laszlo Varga, President of the World Federation of Free Hungarian Jurists (USA); Dr. Andreas Pogany, President of the Co-ordinating Committee of Hungarian Organizations in North America (USA) and Mr. Lajos Lote, President of the Transylvania Committee (USA).

Our Magazine was represented by Dr. Cornelius Dima-Dragan, Editor, and Dr. Claudiu Tudorancea, Science Editor.

On the opportunity of this Congress, on September 18, at Oakwood Collegiate Institute of Toronto, «Rackoczi Foundation»

organized an *Ethnic Heritage Symposium*.

The Congress occasioned the launching of a very interesting book, the first one in the «Rackoczi Foundation Heritage Series», signed by Antony Tihamér and entitled «A Thousand Years of the Hungarian Art of War». We are going to review it in one of our next issues.

NOTE: If the idea of legal protection for ethnic minorities in a country has a deep humanitarian character as a whole (Canada and its Multicultural Policy being a world model of exception in the field), the meaning lent by Mr. Laszlo Lote to that idea present in the document of the Congress entitled «Protection of Hungarians Suppressed in Romania» is totally anti-humanitarian, it violating the historic truth regarding Transylvania. Transylvania had never been a Magyar territory, it was a Dacian-Roman province where a majority of Dacian-Roman people was always living. At the same time, the Document tries to revise the Peace Treaty of Trianon, according to which Transylvania would have been «annexed» to Romania in 1918.

We have to point out the very fact that the Treaty of Trianon did not «annex» Transylvania to Romania, but it confirmed the American Wilsonian principles of Self-Determination and a very deep historic reality, carrying out an age-old ideal of the Romanians, who always wished to be joined together in a national unit.

In spite of the items mentioned into the Document, we have also to stress upon another reality: in Romania, irrespective of its government during the time, the Hungarian minority has always been provided with all facilities for their spiritual assertion and for preservation of their heritage, with rights and duties fairly equal with those of the Romanian population that made majority.

«Tricolorul»
(Toronto, Canada)

Le satellite européen sera-t-il le fédérateur?

de Gian Piero Orsello

Le «village-Europe» sera-t-il créé par le vidéo? Les transmissions télévisées via satellite feront sauter irrémédiablement les frontières nationales de la communication. Le Parlement a déjà demandé que l'une des nouvelles chaînes soit réservée à la réalisation d'un programme européen. L'Europe arrivera-t-elle à organiser son propre système audio-visuel et sa propre programmation qui lui permettraient d'éviter des sujétions et des colonisations? Gian Piero Orsello, vice-président de la RAI (Radiotélévision italienne) affronte ce problème.

L'expérience en cours, sur le plan européen, d'utiliser un satellite pour diffuser des programmes télévisés en vue du jour, désormais assez proche, où le système des transmissions via satellite sera utilisé sur une vaste échelle, constitue non seulement un événement important sur le plan technologique, mais permet, également, d'exprimer le souhait que cette initiative puisse représenter aussi un élément important pour la construction d'une Europe qui sache retrouver rapidement les voies de l'intégration et de l'unité, afin que l'expérience actuelle puisse constituer un instrument politique, riche de cet esprit européen qui doit pouvoir, à travers les transmissions, être à la fois sollicité et renforcé tant dans la valeur du message transmis que dans l'effet à atteindre dans les différentes zones géographiques rejointes, par une entreprise qui devrait, dans des temps relativement courts, ouvrir la voie à une collaboration européenne effective et durable dans les transmissions radiotélévisées à travers l'utilisation des satellites.

Comme l'affirmé dans son message le président de la République, M. Sandro Pertini, «le programme représente un tournant de grande portée dans le processus d'une intégration progressive qui permettent au moyen télévisé les nouvelles technologies, avec des conséquences qu'il n'est pas

hasardeux d'estimer, dès maintenant, comme extraordinaires dans le domaine de l'information, de la culture, des comportements même du très vaste public des destinataires. Il est donc essentiel que ces développements fassent l'objet d'une étude et d'une expérimentation scrupuleuse dans l'intérêt primaire du public et dans le respect de son droit à être correctement et objectivement informé».

C'est une prospective que nous avons envisagée avec intérêt et espoir, depuis très longtemps, et qui a été soulignée dans sa valeur emblématique et dans sa portée réelle en vue d'un processus communautaire solidaire dès, déjà, la réunion qui s'est déroulée à Rome en novembre 1978 sur l'initiative de la RAI et du Mouvement Européen.

Il me plaît de rappeler ici qu'en ouvrant cette Réunion, je soulignais, personnellement, la nécessité, pour l'Europe d'un «démarrage concret et rapide d'instruments opérationnels dans le domaine des communications de masse, sur l'initiative des services communautaires et des systèmes radiotélévisés nationaux plus sensibles et clairvoyants, à travers un système radiotélévisé européen intégré qui soit, surtout dans la perspective du satellite, un instrument de l'intégration européenne et l'élé-

ment porteur de cette construction et qui se déroule à travers des échanges de programmes sur le plan télévisé et la création d'un journal télévisé européen».

En plus d'une occasion, les organes du Conseil de l'Europe et, surtout, les institutions de la Communauté européenne ont manifesté un intérêt direct pour cette perspective et indiqué diverses solutions possibles soit à travers des programmes radiotélévisés européens intégrés, soit à l'aide de réglementations organiques qui permettent d'atteindre le double objectif de favoriser la diffusion systématique de transmissions européennes et de doter les organismes communautaires d'un puissant instrument de diffusion et, par suite, de soutien dans l'opinion publique européenne.

UNE CHAÎNE EUROPEENNE?

La Communauté européenne et le Conseil de l'Europe ont exprimé leur intention de s'engager sur le terrain du rapprochement des législations et d'une harmonisation successive, au sujet des réglementations différentes et souvent contrastantes entre elles des systèmes radiotélévisés existant actuellement dans les pays membres pour arriver à des normes-cadres de la télévision européenne et, récemment, en mars dernier, le Parlement européen a adopté une résolution organique dans laquelle il demandait, entre autres, à la Commission de Bruxelles de «préparer, dans les six prochains mois, un rapport sur les moyens de communication qui soit une aide pour les institutions communautaires tant pour les utiliser directement dans les services de l'Eurovision en encourageant les organismes de télévision nationaux et l'Union Européenne de Radiodiffusion dans leurs projets communs, que pour créer la base politique et juridique pour la réalisation d'un programme télévisé européen en étroite collaboration avec l'UER».

Cette résolution invite, en même temps, «les Etats membres de la Communauté à mettre à disposition la cinquième chaîne des satellites - qui leur est attribuée par les conventions internationales en vigueur - pour la réalisation du programme radiotélévisé européen qui devra avoir, en

raison de son origine, de son caractère et de la destination du public et, en outre, de la thématique préalablement choisie, une forte empreinte européenne et devra mettre sur pied un programme complet qui comprenne, par conséquent, l'information, la politique, l'instruction, la culture, le spectacle et le sport. C'est donc vers ces objectifs que s'oriente la phase actuelle d'expérimentation et, donc, la perspective apparaît pleinement justifier les efforts qui ont été accomplis à travers un acte significatif de volonté et un engagement passionné de ceux qui se sont prodigués, dans des conditions difficiles, pour que le résultat atteint soit le meilleur.

LE DANGER DE LA SUJETION CULTURELLE

Il s'agit donc d'une initiative particulièrement intéressante, réalisée par le satellite O.T.S. (Orbital Test Satellite), destiné à ouvrir la voie aux satellites E.C.S. (European Communication Satellites) dont la mise en service est prévue pour l'année 1986, sur la base d'accords internationaux désormais préparés par les Etats qui devront toutefois être complétés par des normes appropriées qui ne pourront pas ignorer, d'une part le grand développement technologique et, d'autre part, les aspects politiques et culturels qui sont, bien entendu, intéressés par la nouvelle entreprise spatiale.

Je ne voudrais pas, à ce point, que mon engagement, en tant qu'européiste mette dans l'ombre mon rôle d'administrateur d'un service public radiotélévisé national: le choix vers une intégration plus étroite dans le secteur radiotélévisé et vers des programmes communs n'appartient pas aux instances idéologiques et ne doit pas être considéré comme un instrument - par ailleurs essentiel - vers une évolution plus rapide de la perspective unitaire des Etats européens, mais doit être, avant tout, conçue, s'il nous est permis de tenter une distinction, dans des termes culturels. Ceci signifie que si nous voulons éviter, surtout lors des débuts de l'emploi systématique des satellites de transmission radiotélévisée directe, une sujétion progressive aux influences culturelles de tiers; que si nous voulons éviter la logique des grandes multinationales à la conquête

des marchés et des opinions de notre petite Europe, il convient que cette dernière soit mise en mesure de relever le défi et de répondre par des initiatives propres complétant les capacités et les ressources, l'intelligence et les moyens, afin de pouvoir soutenir, d'une façon appropriée, l'effort de production et de technicité nécessaire pour organiser un système radiotélévisé européen et réaliser un programme commun permettant à l'Europe non pas simplement de survivre au milieu des poussées et des contre-poussées tierces, mais d'opérer - bien que ce soit dans la multiplicité - sur la base de sa propre tradition et de sa propre civilisation, dans les termes essentiels d'une autonomie culturelle, qui est la condition nécessaire initiale indispensable, également, pour une autonomie politique effective qui permette d'éviter des sujétions et des colonisations injustifiables et insupportables pour l'esprit européen.

Notre intention ne s'inspire certainement pas des modèles autarciques et des vocations neutralistes, mais bien de la volonté de pouvoir collaborer, également, dans le secteur des communications radiotélévisées, dont l'influence est si forte et si déterminante aux fins de la formation d'une opinion publique européenne, si déterminante pour l'expression d'une conscience européenne effective et pour la croissance dans la réalité mondiale, avec des instruments adaptés à l'époque des grandes transformations technologiques permettant à l'Europe de récupérer au moins les conditions d'écart dans lesquelles elle doit encore opérer dans le domaine des recherches scientifiques et technique.

Comme l'affirme un document récemment approuvé par la Commission pour les problèmes des satellites, qui opère sous la coordination du ministre de la Recherche scientifique «l'introduction de la diffusion dirigée par un satellite représentera un moment essentiel dans le processus d'enrichissement qualitatif et quantitatif de l'offre de l'information, de la culture, de l'évasion et, en même temps, c'est une occasion que l'on ne peut pas éluder pour une relance compétitive de l'industrie de l'audio-visuel, à laquelle il faut se préparer dès maintenant, étant donné l'importance et l'intérêt que

représente ce défi». Pour ce qui la concerne, la RAI entend donner, à ce défi, sa propre contribution active, consciente de son propre rôle de service public et ceci, comme nous l'avons dit, tant dans la phase expérimentale que, surtout, lorsque - et c'est à souhaiter - on ira à plein régime avec un système de transmissions européennes diffusées par satellite directement, système auquel la RAI ne pourra et ne devra pas manquer de participer, d'apporter ainsi sa contribution au programme européen, dans la production, la composition et la réception, de la part du service public radiotélévisé national, appelé, par la loi de réforme, au déroulement de cette réalisation.

L'ex-président du Conseil des ministres italien Spadolini, rappela dans un message que «l'initiative constitue une phase hautement significative de cette évolution de la technologie avancée qui comprend des secteurs toujours plus importants de la société contemporaine et à laquelle est lié le développement de l'information télévisée de masse, instrument privilégié de la connaissance dans le monde moderne, dont la diffusion complétée par des programmes contribuera à maintenir toujours solide ce lien entre la collectivité italienne et les populations européennes qu'ils veulent renforcer, dans le cadre de ce lien Italie-Europe que nous estimons indissoluble».

UNE GRANDE AVENTURE POLITIQUE

Nous vivons un moment très grave de la situation mondiale; nous sommes à un moment d'une dangereuse lacération dans le processus communautaire européen lui-même qui souvent, même, ne semble plus tellement irréversible, comme il est apparu pendant près de vingt ans à travers des difficultés et des crises de tout genre: nous ne pouvons pas toutefois pas capituler car, d'ailleurs, nous n'avons pas d'autres choix; nous devons, au contraire, réagir avec des solutions vraiment appropriées au but que nous nous étions promis; d'autant plus, également, que l'opinion publique européenne, qui a effectué, vis-à-vis de la construction communautaire une grande ouverture de crédit, en particulier avec les élections au

suffrage universel du Parlement européen en 1979, ne peut pas être abandonnée à la désillusion et à la perte de confiance. Nous devons retrouver en nous-mêmes la capacité et la volonté de parcourir ensemble la route d'une grande aventure politique - de l'utopie suggestive du Manifeste de Ventotene - celle dont nos pères, les pionniers de l'Europe, nous ont tracé l'image au lendemain d'une tragédie que nous devons, par tous les moyens possibles, éloigner pour toujours de l'Europe et du monde.

Non seulement nous voulons rester fidèles à ce choix, mais nous désirons lui consacrer toutes nos énergies afin que la transformation technologique irrésistible de l'avenir soit mise au service d'un idéal anti-

que et noble de nos populations; afin qu'elle devienne, par son intermédiaire, un moment extraordinaire de confrontation et de fusion, une volonté unitaire et un instrument à plusieurs voix pour «la grande coopérative des gens de l'Europe»: en l'absence d'initiatives qui partent de nos Etats et avec l'espoir que nous plaçons, de nouveau, dans l'oeuvre substantiellement constituante du Parlement de Strasbourg, nous considérons donc le satellite européen comme le fédérateur souhaitable qui contribuera d'une façon pressante, à unir, à partir de l'espace, toutes les populations de l'Europe.

G. P. O.

FICHES EUROPEENNES

LA POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ACIER

Après avoir reçu l'avis conforme du Conseil des ministres de la Communauté, la Commission européenne décida, à la fin du mois du juin 1982, de proroger le régime de surveillance et de pourcentages de production qu'elle avait instauré dans le secteur de l'acier. Il était ainsi possible de poursuivre la réalisation du plan auquel l'opinion publique associe le nom de Davignon, vice-président de la Commission, chargé des affaires industrielles. Objectif de ce plan: assurer l'avenir immédiat et à long terme de la sidérurgie européenne.

La situation de ce secteur demeure, en

effet, très difficile et l'inquiétude est grande chez les 500 000 travailleurs encore occupés dans la sidérurgie communautaire; sans compter ceux qui sont occupés dans les industries liées, en amont et en aval, à la production de l'acier.

Pendant les années de l'après-guerre, la sidérurgie avait connu un essor exceptionnel dans les pays industrialisés, parallèlement à la croissance générale des économies. L'acier joue, en effet, un rôle important dans la production d'installations, de nombreux biens de consommation, dans les

secteurs du bâtiment, de l'automobile et d'autres moyens de transport.

Avant le début de cette crise, de 1946 à 1974, la production mondiale d'acier brut a augmenté de six fois, passant de 112 à 709 millions de tonnes. L'expansion la plus surprenante a eu lieu au Japon: entre 1950 et 1970, la part de ce pays, dans la production mondiale, est passée de 2,5 à 16 pour cent, tandis que ses exportations augmentaient de 32 fois. Rien qu'entre 1960 et 1975, la capacité de production a augmenté de sept fois au Japon, tandis qu'elle n'a que doublé au sein de la Communauté européenne et est resté pratiquement inchangée aux Etats-Unis.

Malgré cela, entre 1970 et 1981, la part du Japon dans la production mondiale reste pratiquement inchangée aux alentours de 15 pour cent, tandis que celle de la Communauté régresse de 23 à 18 pour cent et celle des Etats-Unis de 21 à 16 pour cent. D'autres concurrents sont apparus entre-temps: en dix ans, les pays de l'Est passent de 26 à 29 pour cent, les autres pays - parmi lesquels les nouveaux producteurs - les pays en voie de développement et les pays récemment industrialisés - de 14 à 23 pour cent. Tout en restant des importateurs nets, ces derniers pays couvrent toujours leurs propres besoins, étant avantagés par des salaires plus bas, des installations plus récentes et, parfois par un meilleur accès aux ressources naturelles; ils peuvent, en outre, vendre plus facilement leurs produits sur un marché mondial qui a cessé de s'étendre et où la concurrence croissante a une influence négative sur les prix.

Les capacités de surproduction liées aux investissements réalisés au cours de l'euphorie des années de croissance se sont heurtées, en effet, à la crise économique générale qui provoqua une réduction de la demande d'acier. En 1980, celle-ci n'a augmenté, au niveau mondial, que de 0,7 pour cent par rapport à 1974. Au sein de la Communauté, elle a même régressé de 15 pour cent. Conséquence: en 1981, la sidérurgie européenne ne travaille plus qu'à 63 pour cent de ses capacités, l'américaine à 80 pour cent et la japonaise à 64 pour cent.

C'est ainsi que la crise mondiale de l'acier détermine au sein de la Communauté:

Une réduction de la production d'acier brut qui diminue de 20 pour cent entre 1974 et 1981 (de 156 à 125 millions de tonnes). Les capacités de production communautaire atteignent 200 millions de tonnes et l'on estime nécessaire une production de 170 millions pour que les installations soient rentables.

Un effondrement des prix qui a atteint, entre 1974 et 1977, 50 pour cent, avant qu'ils ne se redressent grâce aux mesures adoptées par la Communauté.

Une chute brutale du nombre d'emplois offerts par la sidérurgie: ils passent, en effet, de 792 000 à 549 000 entre 1974 et 1981 (-31 pour cent). En outre, de nombreux travailleurs sont frappés par le chômage à temps partiel.

Des pertes financières considérables. Des problèmes de productivité industrielle viennent s'ajouter, en effet, à ceux créés par la surcapacité. En 1973, année pendant laquelle la conjoncture a été plutôt favorable, la production d'une tonne d'acier brut demandait, en moyenne, 8,3 heures de travail dans la Communauté, contre 5,9 au Japon. Aujourd'hui encore, malgré les restructurations en cours, l'Europe a encore trop d'installations obsolètes qui supportent mal la concurrence des nouveaux producteurs.

La crise frappe la totalité des pays de la Communauté car chacun d'eux possède une industrie sidérurgique, dont le poids dans l'économie nationale est relativement faible au Danemark et en Irlande seulement. Et la Communauté peut et doit jouer un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution aux problèmes de l'acier.

L'ACTION DE LA COMMUNAUTE

Quelle politique choisir? L'Europe ne peut pas renoncer à produire de l'acier, car cela signifierait se priver d'un des maillons essentiels de la chaîne de production d'une quantité de produits élaborés, se créer ainsi une dépendance supplémentaire en payant comme prix la perte d'un demi-million d'emplois. L'Europe ne peut pas continuer à opter pour une politique de l'acier cher ou subventionné à long terme. D'une manière

ou d'une autre, le coût d'une politique de ce genre serait en effet, à travers les prix ou la fiscalité, supporté par les autres secteurs de l'économie, leurs capacités de développement seraient ainsi entravées... à moins d'apprendre à se passer de l'acier, mais ceci ne serait plus favorable à notre sidérurgie. Les conséquences internationales seraient, d'autre part, insupportables: des subventions à fonds perdu ne seraient pas acceptées par nos partenaires commerciaux; des prix de vente trop élevés ne pourraient être défendus que par la fermeture des frontières à l'acier étranger. On assisterait, dans les deux cas, à une guerre commerciale qui irait, à court ou à long terme, contre notre intérêt. En effet, l'Europe exporte toujours plus d'acier qu'elle n'en importe et, d'une façon plus générale, sa prospérité dépend de ses échanges avec le reste du monde, de ses importations de matières premières et de ses exportations de produits industriels.

Au lieu d'engager l'acier européen vers une impasse, la Commission européenne a préféré affronter le fond du problème. Elle a opté pour une politique de modernisation, de restructuration et de réduction des capacités. Cette politique doit rendre, à la fin, la sidérurgie européenne plus compétitive, doit permettre aux industries qui en dépendent de s'approvisionner à des prix analogues à ceux dont bénéficient leurs concurrents les plus productifs, et assurer ainsi, lorsque cela est possible, le maintien du plus grand nombre possible d'emplois. Cet effort de mise en ordre s'oppose, naturellement, à quelques orientations nationales favorables à des formes de subvention qui provoqueraient des déséquilibres de concurrence entre les Etats et les entreprises et qui n'inciteraient pas à atteindre l'objectif de la compétitivité. D'autre part, cet effort ne peut pas être supporté uniquement par les forces de marché: la solidarité doit être assurée au niveau des capacités de production à conserver et à remodeler, comme à celui des conséquences sociales et régionales; il faut établir un parallélisme entre la restructuration, la reconversion et la requalification des travailleurs; l'unité du marché communautaire, la responsabilité et la concurrence des entreprises sur ce marché doivent être conservées conjointement avec les rela-

tions avec les marchés étrangers; il faut, enfin, encourager l'innovation et la recherche technologique.

La politique de la Communauté se base sur un ensemble cohérent de mesures qui tendent, en partie, à redresser la situation financière des entreprises sidérurgiques, en partie à favoriser la restructuration de cette industrie de façon à ce qu'elle puisse s'adapter, d'ici à 1985, aux nouvelles exigences du marché. Parallèlement, il faut assurer la reconversion des régions sidérurgiques et la réintégration des travailleurs.

Rétablir l'équilibre financier. Le premier objectif de la Commission est d'arrêter l'hémorragie financière qui frappe les entreprises sidérurgiques à cause de la conjoncture défavorable du marché.

Stimuler la restructuration. Les mesures en faveur des prix ne doivent donc pas servir à éluder les restructurations nécessaires; elles tendent, au contraire, à les favoriser. Comme il y a fort peu d'espoirs d'assister à une forte reprise de la demande d'acier, le retour à un équilibre financier réel et une amélioration de la compétitivité impliquent un meilleur équilibre entre la demande et les capacités de production, ainsi qu'à une augmentation de la productivité et, par suite, la modernisation des installations et la fermeture de celles qui sont désormais dépassées.

Dans ce domaine, la Commission européenne ne dispose pas directement de pouvoirs de décision ni de proposition. Mais elle peut et doit garantir la cohérence des investissements projetés ainsi que la régularité de leurs financements, compte tenu des objectifs généraux qu'elle-même aura fixés pour la sidérurgie et des règles européennes de concurrence. Les investissements prévus doivent, pour cela, être déclarés à la Commission qui examine systématiquement leur compatibilité avec les objectifs de compétitivité et d'équilibre financier. Quant aux subventions publiques aux entreprises, elles ne sont admises que si les bénéficiaires sont engagés dans l'exécution d'un programme de restructuration

cohérent et précis. Le programme doit permettre de rétablir la compétitivité des entreprises et leur vitalité financière dans des conditions normales, réduire leurs capacités globales de production et ne pas prévoir d'augmentation des capacités pour les produits dont le marché n'est pas en expansion. L'importance et l'intensité des subventions doivent, en outre, être progressivement réduites (il ne pourra plus être versé une aide quelconque après 1985), elles ne doivent pas provoquer de déséquilibres de concurrence, ni altérer les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Selon l'avis de la Commission, ces conditions strictes privent de leur fondement les dénonciations des producteurs américains contre les exportations européennes d'acier. Il faut noter, également, que tous les projets de subventions nationales doivent avoir été communiqués à la Commission avant le 30 septembre 1982 et que les dernières décisions de la Commission à ce propos doivent avoir été prises avant le 1^{er} juillet 1983. Cette période sera donc décisive pour la restructuration de la sidérurgie communautaire. Les décisions à prendre seront difficiles - elles impliqueront de nouvelles réductions de capacités - et auront donc besoin d'une grande fermeté pour développer un effort qui doit aller bien au-delà de ce qui a été réalisé et prévu jusqu'à ce jour.

- D'autre part, la Communauté apporte une contribution financière spécifique à la modernisation de la sidérurgie. Depuis le début de la crise, de 1975 à 1981, les prêts de CECA destinés à faciliter les investissements sidérurgiques (en particulier, grâce à des ristournes d'intérêt) ont atteint 3 098 millions d'ECU, les prêts de la Banque Européenne d'Investissement 349 millions d'ECU, les aides non remboursables du Fonds Européen de Développement Régional 21 millions d'ECU et les subventions pour la recherche scientifique dans la sidérurgie 120 millions d'ECU.

- *Mesures sociales.* La restructuration de la sidérurgie pose des problèmes très graves, car elle détermine de fortes réductions

d'emplois. La Communauté contribue directement à atténuer ces conséquences sociales:

A travers des prêts pour la reconversion qui tendent à faciliter la réintégration des ex-travailleurs de la CECA. Entre 1975 et 1981, plus de 200 millions d'ECU ont été ainsi accordés (avec des ristournes d'intérêt qui atteignent 126 millions) pour créer environ 63 000 emplois.

Pour des aides sociales non remboursables. 270 millions d'ECU ont été consacrés à la requalification de 158 000 ex-ouvriers sidérurgiques entre 1975 et 1981; 117 millions d'ECU ont été prévus pour 1982. A ces aides traditionnelles, s'ajoute, en 1981, une contribution au financement du chômage à temps partiel et de la mise à la retraite anticipée. D'ici la fin de 1984, 212 millions d'ECU devront avoir été consacrés au bénéfice de 120 000 personnes.

La situation économique générale et la concentration de la sidérurgie dans quelques régions compliquent, évidemment, la recherche d'une solution. Pour ouvrir de nouvelles possibilités de débouché aux travailleurs de la sidérurgie, la Commission suggère l'adoption, dans une série de secteurs, de programmes d'investissement publics qui pourront stimuler la reprise économique générale en créant de nouveaux débouchés dans le secteur privé, en particulier pour la production d'acier.

Devant la crise de la sidérurgie, la Commission européenne a pris des responsabilités toujours plus grandes et précises pour remédier à la dégradation du marché et favoriser l'adaptation des structures industrielles. Le redressement de l'industrie sidérurgique européenne doit permettre à toute l'industrie communautaire de s'approvisionner à des prix identiques à ceux dont bénéficient ses principaux concurrents. L'action de la Communauté dans le secteur de l'acier s'inscrit ainsi dans une stratégie industrielle globale. Pour la Commission, la sidérurgie reste un secteur clé; elle doit retrouver une situation saine et jouer au mieux son rôle fondamental dans un système industriel en pleine évolution.

Dix mille kilomètres d'autoroute uniront l'Italie à l'Est européen

Le dernier diaphragme du tunnel de Tarvisio est tombé. Ce tunnel permettra de compléter l'autoroute qui rejoint, en partant d'Udine, la frontière autrichienne pour poursuivre ensuite jusqu'à Vienne et Varsovie (E 7) ou Prague (E 14). Mais la Udine-Tarvisio est destinée, également, à représenter le point de soudure avec l'Europe occidentale d'un projet autoroutier pharaonique qui reliera, d'ici l'an 2000, toutes les capitales de l'Est européen, sous l'égide du Programme de développement et de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

Lors d'une rencontre de trois jours, à Rome, les dix pays qui participent au projet (cinq de l'aire communiste Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie; trois atlantiques, Grèce, Italie et Turquie; deux non alignés Autriche et Yougoslavie) ont défini les normes techniques pour le projet uniformisé des infrastructures routières et pour leur entretien, celles pour la réalisation d'ouvrages d'art moins importants (par exemple, le drainage des eaux), les capacités des ponts et des viaducs, des structures et des procédures aux postes de frontière.

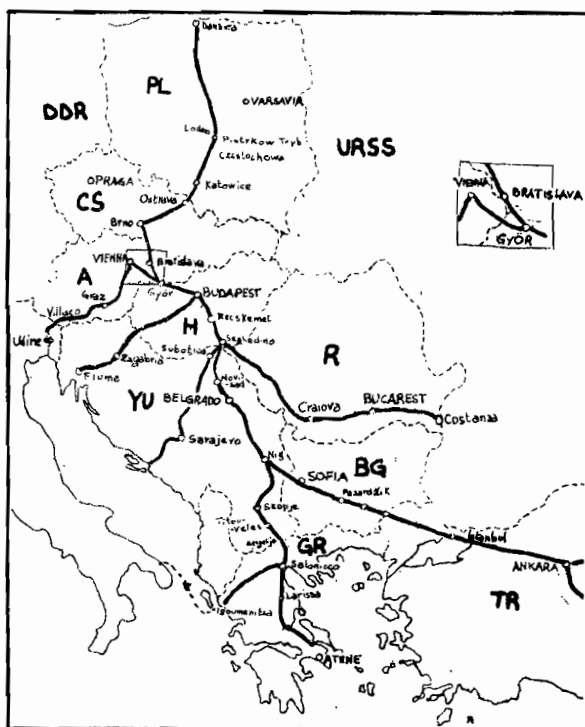
Le réseau autoroutier italien sera relié, à travers

l'autoroute Udine-Tarvisio, au futur réseau autoroutier de l'Est européen qui rejoindra, au nord, Dantzig, après avoir traversé l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne, tandis qu'au sud il se divisera en trois branches qui, après traversé la Hongrie, rejoindront, la première, Costanza sur la mer Noire, après avoir traversé la Roumanie; la deuxième, la frontière turco-iranienne, après avoir traversé la Yougoslavie, la Bulgarie et la Turquie; la troisième, arrivera à

Athènes, en passant par la Yougoslavie et la Grèce.

Le nouveau système autoroutier de l'Est européen relance ultérieurement l'autoroute Udine-Carnia-Tarvisio qui relie déjà l'Italie à Vienne, Varsovie et Prague. Ce nouveau système permettra d'atteindre, directement sur autoroute, toutes les autres capitales orientales: Bucarest, Sofia, Budapest, Belgrade, Athènes et Ankara.

Carlo Monotti



ACADEMY ȘTEFAN ODOBLEJA

Nicolae Vasilescu-Capsali

NEWS LETTER 1/1983
CYBERNETICS ACADEMY ODOBLEJA

An international symposium devoted to the life and work of Ștefan Odobleja proceeded in Lugoj, the scholar's native town, between October 22 and 24. On the occasion, the International Academy of Generalized Cybernetics Ștefan Odobleja was set up, a scientific forum including in its program the study of the work of Odobleja, who through his treatise *The Consonantist Psychology*, printed in 1938, proved to be a forerunner of generalized cybernetics.

In his speech at the inaugural meeting, Prof. Dr. Joseph Constantine Dragan, the Honorary President of the Academy, listed the main purposes of this scientific establishment: the printing of the Romanian scholar's whole work in the Romanian and universal languages, the publication of scientific information, reviews and bulletins, round tables, seminars, symposiums and international congresses.

Prof. Dr. Paul Postelnicu was elected Executive President of the new scientific establishment.

The work *The Consonantist Psychology* by Ștefan Odobleja, brought out this year by the Scientific and Encyclopaedic Publishing House in Bucharest was introduced at the above-mentioned inaugural symposium. The English version of the fundamental treatise will be published by the European Foundation Dragan. Decided on the same occasion was that a periodical, the Review of Generalized Cybernetics shall be published in Lugoj.

Prof. Dr. J.C. Dragan (H. Pres.)
Via Larga, 9 - Milano (I)
Prof. Dr. P. Postelnicu (E. Pres.)
Calea Doctores, 202 - Bucuresti (RO)
Dr. W. Riva (Vice Pres.)
Via Frenico, 7 - Lugoj (CH)
Dr. R. Mantz (Vice Pres.)
Toussierweg, 7 - Hirslanden (NL)
Prof. Dr. N. Tzanesu (Vice Pres.)
University of Sibiu - Sibiu (RO)
Prof. Dr. D. Székely (Vice Pres.)
P.O. Box 1943 - Jászberény (H)
Prof. Dr. H. El Shirbeny (V. Pres.)
University of Technology - Budapest (H)
Prof. Dr. H. Frank (Vice Pres.)
Königsberg Weg, 10/B - Vaihingen (D)
Eng. S. Bajarescu (Exec. Sec.)
Str. 1 Mai, Bloc C1 Ap. 9 - Piatra (RO)
Prof. Dr. C. Buda (Member)
Prof. Dr. C. Negreanu (Member)
Eng. S. Odobleja Jr. (Member)
Prof. Dr. A. Ghica (Member)
Prof. Dr. V. Flăvianescu (Member)
Dr. L. Ferina (Member)
Prof. Dr. C. Popa (Member)
Dr. Al. Sordis (Member)

Head Office:
Via Tronzo, 7 - Lugoj (CH)
Secretariats:
Str. Crâmpăz, 5 - 1700 Lugoj (RO)
Via Larga, 11 - 20122 Milano (I)

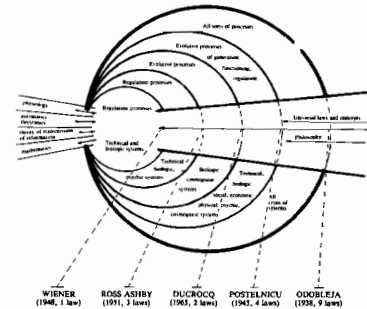
NOTICE

In its continuous evolution and progress during the centuries, the science has reached at the end of this second millennium a new scientific orientation. This has been expressed since 1957 by the Romanian scientist Ștefan Odobleja of Lugoj through his fundamental work entitled «Psychologie consonantiste», with which he put the basis of the generalized cybernetics.

In the occasion of the 80th anniversary of Ștefan Odobleja's birth, the Dragan European Foundation has taken the initiative of organizing during last year a preliminary meeting of experts in view of preparing an International Symposium, which took place in Lugoj (Romania) on 22-24 October, 1982.

Some qualified Romanian and foreign experts have attended this important meeting in order to give their contribution to the spreading at national and international level of the work of Ștefan Odobleja in the field of generalized Cybernetics as «science» and artificial intelligence.

For the further development of Science and for creating suitable conditions for opinions' exchange at an international level, and in order to honour the contribution given since 1938 by Șt. Odobleja, it has been decided to constitute an association denominated «Cybernetics Academy Odobleja». Its main objective will be the progress of cybernetics and its better knowledge all over the world.



Note:
1 J.C. Dragan, Lugoj, a School of thinking
2 Minute of the Constitution of the «Cybernetics Academy Odobleja»
3 Decisions taken during the first Meeting of the Executive Board 25 October 1982
4 Minute of the General Assembly for the formal constitution and deposit of the «Cybernetics Academy Odobleja» in Lugoj
5 Statute of the «Cybernetics Academy Odobleja»
6 R. Mantz: The significance of Odobleja for systems' development

NEWS LETTER

SENDER:
Cybernetics Academy Odobleja
Via Larga n. 11 - 20122 Milano
(Italy)

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

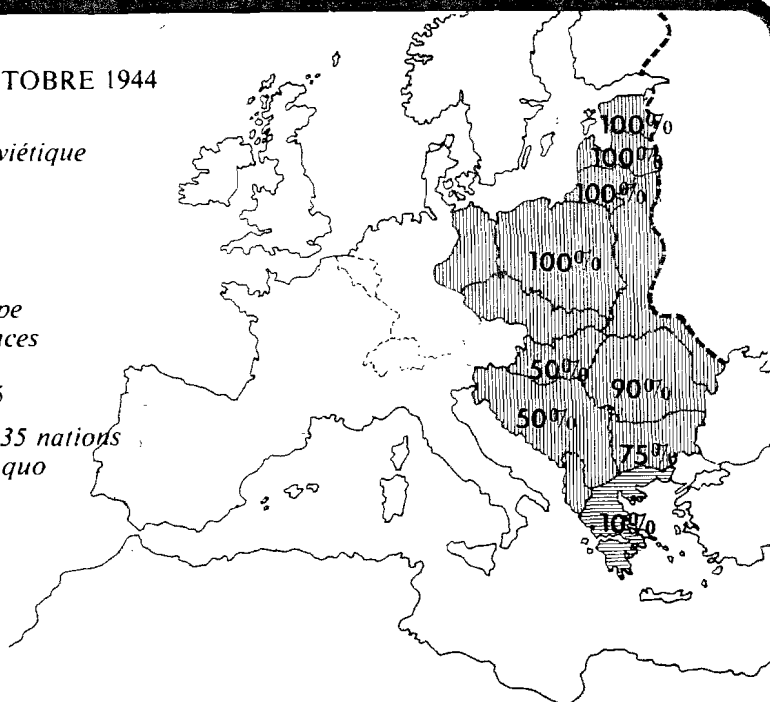
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>G. Pince: Une société de troisième type: un autre regard</i>	1
<i>Hon. James Prior M.P.: The European Policy of the British Government</i>	3
<i>N. Baciu: The Betrayal of Eastern Europe</i>	5
<i>G.A. Pordea: Réfugiés politiques et citoyenneté européenne</i>	7
<i>V. Pons: Témoin de l'Europe Hungarian World Congress</i>	8 9
<i>G. P. Orsello: Le satellite européen sera-t-il le fédérateur?</i>	11
<i>La politique européenne de l'acier</i>	14
<i>C. Monotti: Dix mille kilomètres d'autoroute uniront l'Italie à l'Est européen</i>	18
<i>«Cybernetics Academy Odobleja»</i>	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11